

B i b l i o t h è q u e
des
**SCIENCES
HUMAINES**

**La sagesse
et
le désordre
FRANCE 1980**

sous la direction de
HENRI MENDRAS

nrf
Éditions Gallimard

« ... L'homme est le plus enclin à créer du désordre lorsqu'il jouit de ses aises : car c'est alors qu'il aime à montrer sa sagesse et à censurer les actions de ceux qui gouvernent la République. »

Thomas Hobbes,
Léviathan, chap. 17.

PRÉSENTATION

Lorsqu'en 1965 la Société française de sociologie, qui venait d'être fondée, réunit un colloque pour ausculter les tendances et les volontés de la société française, elle ne pouvait savoir que cette même année 1965 apparaîtrait treize ans plus tard à l'historien comme la première rupture des tendances et la première hésitation des volontés. Comme toujours, économistes et sociologues regardaient le passé récent pour en tirer des projections sur le futur, sans avoir le moyen de déceler ce qui contredisait ces projections à l'instant même où elles étaient faites. Certes, Raymond Aron avertissait les économistes qu'une croissance de 6 % l'an ne pouvait se poursuivre indéfiniment. Or, les Français, comme tous les Occidentaux, étaient en train de freiner leur natalité; la productivité du capital baissait pour la première fois depuis vingt ans dans l'ensemble de l'économie occidentale; et le chômage, anxiété disparue, allait redevenir la préoccupation majeure : le plein emploi de Monsieur Beveridge n'aurait eu qu'un temps. Mais qui à ce moment pouvait le savoir? Personne.

En relisant l'ouvrage de 1965¹, on ne manque pas d'être frappé par la double conviction exprimée par son titre. Des sociologues manifestent une confiance juvénile en leur science. Ils en attendent une meilleure connaissance de leur société, qui doit servir une gestion plus lucide et plus sage. Ils répondent d'ailleurs à la sollicitation de leurs collègues

1. J.-D. REYNAUD (éd.), *Tendances et volontés de la société française*, préf. de R. ARON, Paris : S.E.D.E.I.S., 1966.

économistes qui leur demandent, par la voix de Pierre Massé et de Claude Gruson, de contribuer à la planification française en enrichissant les modèles économiques de variables sociologiques et en aidant à perfectionner les rouages de la technostrucure. Visiblement flattés, les sociologues admirent et envient le rôle que leurs collègues économistes ont conquis dans la cité. Ils brûlent de les suivre et même, montant sur leurs épaules, de voir plus loin et plus clairement les problèmes et leurs solutions. Pourtant Alexis de Tocqueville avait sagement averti ses successeurs :

Je souris amèrement en remarquant les illusions qu'on s'était faites à la fin de chacune des périodes de cette longue révolution [...], tant de systèmes ingénieux et faux, à l'aide desquels on avait tenté d'expliquer un présent que l'on voyait encore mal et de prévoir un avenir qu'on ne voyait point du tout.

La moitié environ des auteurs du présent ouvrage avaient déjà participé au précédent. Malgré Tocqueville, malgré l'expérience amère, ils ont répondu à l'invitation du bureau de l'A.D.S.S.A. pour tenter de déceler à nouveau des tendances dans le remue-ménage qui paraît aujourd'hui caractériser la société française et, qui sait, trouver aussi quelques volontés derrière les perplexités affichées. À ces récidivistes, de nouvelles compétences se sont jointes, plus jeunes, parfois très jeunes, comme les anciens élèves du cycle supérieur de sociologie de l'I.É.P., et d'inspirations idéologiques diverses. Tous s'accordent cependant sur une même attitude : le sociologue, conscient de sa position dans sa propre société, ne peut s'esquiver en prétextant une objectivité scientifique à laquelle plus aucun aujourd'hui n'ose prétendre, ni un parti pris idéologique qui lui interdirait tout diagnostic en tant que sociologue. Refusant ces deux positions aussi simplistes que confortables, tous ont délibérément accepté la position inconfortable de prétendre qu'il est possible d'utiliser son savoir pour porter un jugement sur sa propre société, au moment même. Libre au lecteur de discuter ce jugement, de mettre en doute les arguments qui l'étayaient... et même de sourire, comme Tocqueville.

Un tel ouvrage ne pouvait évidemment pas prétendre cou-

vrir tous les aspects de la société française, décrire les changements intervenus dans chacune de ses institutions ni l'évolution des mœurs et des sentiments des différentes catégories de Français. Une encyclopédie n'y suffirait pas. En nos matières, chaque étude achevée sert surtout à désigner les recherches à entreprendre, et ainsi l'objectif s'éloigne et se multiplie à mesure que l'on croit s'en rapprocher. Si être incomplet et partiel s'imposait, en revanche un angle de vision fut proposé que Jean-Daniel Reynaud, que tous les auteurs acceptèrent : regarder la France du point de vue de ses régulations internes. « Aucune société ne peut vivre joyeusement l'anomie », avait-il affirmé joliment dans son hommage à Georges Friedmann. Il avait même ajouté :

Quand on fait entrer dans un système de pouvoirs ceux qui en étaient auparavant exclus, on ouvre la porte à des gens qui n'en connaissent pas les règles, et il est naturel qu'ils les bousculent. Quand les plus démunis et les moins formés prennent la parole, ils ne tiennent probablement pas des discours châtiés, marqués du sceau d'une vieille culture. La mobilisation accrue d'une société, c'est aussi l'arrivée au centre des barbares qu'on maintenait aux frontières. Leur arrivée trouble le déroulement harmonieux des cérémonies sociales¹.

C'est ce trouble dans les cérémonies qui a attiré de préférence notre regard en essayant d'y discerner les linéaments d'un nouvel ordre. Né de l'intuition de J.-D. Reynaud, il est naturel que ce livre soit conclu par lui.

Nous ne saurions donc justifier les choix des thèmes qu'en fonction des auteurs. Le ton étant donné, chacun a fourni sa contribution en choisissant le thème qui lui paraissait le mieux s'accorder au propos commun. Trois réunions préparatoires ont permis de confronter les approches, d'éviter les redondances inutiles et de souligner les lacunes, si évidentes et nombreuses qu'il est inutile et même impossible de les mentionner : pourquoi parler de l'Armée et de l'Église et n'avoir pas de chapitre sur l'Université ni la Magistrature?

1. J.-D. REYNAUD, « Tout le pouvoir au peuple, ou de la polyarchie à la pleïstocratie », in : *Une nouvelle civilisation? Hommage à Georges Friedmann*, Paris : Gallimard, 1973, p. 92.

Un seul regret toutefois : manque une partie sur les mœurs, les sensibilités et la culture.

Aucune justification n'est à chercher autre que l'amitié, l'estime et parfois même l'occasion. Cette incohérence est si patente que les auteurs m'ont demandé de la masquer en donnant une figure à la France. Appelant Curtius à mon aide, j'ai tenté un essai sur la France en cinquante pages que l'on me pardonnera, j'espère, grâce à la qualité du reste du volume.

Henri Mendras

INTRODUCTIONS

HENRI MENDRAS

Une figure de la France

« Pour la France, quelle société? » demandent les uns... « Une société désorientée », affirment les autres; et encore : « La France au bois dormant », écrit un grand journaliste... L'année 1978 aura été pour les cercles de réflexion parisiens celle des incertitudes et des interrogations. Ces questions font curieusement écho, cent trente ans plus tard, à celle de Tocqueville se demandant ce qu'il allait sortir de la révolution de février : « Devons-nous aboutir simplement à cette anarchie, intermittente, chronique et incurable, maladie bien connue des vieux peuples? »

Je voudrais ici m'inscrire en faux contre cet esprit du temps et ébaucher une figure de la France en 1979 dont les traits s'aperçoivent dans les chapitres qui suivent et qui me paraissent fort différents de ce qui se dit communément dans les bureaux et les salons et s'écrit dans les gazettes quotidiennes ou les hebdomadaires. Encore faudrait-il que ces traits disparates choisis et brossés par nos auteurs¹ s'arrangent de manière cohérente pour que je puisse les harmoniser en un visage. Pour y réussir, je prendrai délibérément le parti de ne retenir que les traits qui s'harmonisent bien, les traits plaisants de préférence aux déplaisants. Et je tenterai l'ébauche d'un portrait cohérent et harmonieux, amène et vivant, s'il se peut.

1. Pour ne pas alourdir la lecture, je ne mentionnerai pas explicitement les emprunts faits aux différents chapitres de ce livre, d'autant que parfois mes opinions sont en contradiction avec celles exprimées dans ces chapitres. Je remercie tous mes lecteurs de leurs critiques et de leurs suggestions, notamment Bernard Cazes, Françoise Piotet et Jean-Daniel Reynaud.

Parti pris d'optimisme? Bien sûr, mais qui facilitera la tâche du lecteur pessimiste : il pourra aisément transformer le sourire en rictus, la fossette en ride profonde, sortir l'œil ou rentrer le nez, faire du Picasso avec du Puvis de Chavannes. Je me veux ici raphaélique; et je demande au lecteur d'accepter un moment mon style, que je sais conventionnel, avant d'en sourire et de me critiquer. De plus chacun sait que je regarde la France de mes villages : qu'on me pardonne d'être idyllique.

Encore une précaution liminaire. Toute conjecture sur les tendances d'une société et sur leurs évolutions probables exige de prendre un parti théorique, de faire un choix entre deux types de vision. Si l'on postule un lien étroit et nécessaire, une logique globale dans l'architecture d'ensemble de la société, il s'ensuit nécessairement que le développement de la production, de la consommation et de la culture conduit inexorablement à une homogénéisation du système de gestion de la société, du genre de vie et de l'idéologie. Si l'on tient, à l'inverse, que le mouvement de massification de notre société demande, par un mouvement compensatoire, une différenciation progressive et donc une plus grande diversité, on est induit à penser qu'un degré de liberté de plus en plus grand s'introduit entre les différents rouages et les différentes facettes. Autrement dit la société de demain sera aussi diverse que celle d'hier, peut-être même plus.

En se diversifiant et en s'enrichissant, notre société accroît le champ des possibles et par conséquent le nombre des choix offerts aux individus. Beaucoup de ces choix peuvent paraître vains ou fictifs; sur le nombre il en reste qui sont de poids et de conséquence. Un même équipement technique peut être géré de manières variées; un même appareil économique peut fonctionner avec des rouages politiques différents; des idéologies contradictoires peuvent motiver les mêmes décisions; des formes de sociabilité les plus diverses sont compatibles avec un même système politique et économique, etc. La plupart des études rassemblées dans cet ouvrage, quelle que soit la diversité des auteurs, se fondent, plus ou moins explicitement, sur ce parti théorique, compatible, est-il besoin de le souligner, aussi bien avec le marxisme qu'avec une idéologie libérale. Ce parti sera aussi le mien. En effet, je crois que les sciences sociales ont pour fonction

d'offrir à nos contemporains des images diverses de futurs possibles, des *futuribles*, pour accroître la liberté de décision parmi divers « choix de société », comme on dit aujourd'hui. Par conséquent je vais esquisser ici une figure de la France d'aujourd'hui qui suggère pour l'avenir une multiplicité de visages possibles¹.

Ce propos en apparence contradictoire oblige d'abord à mettre à jour quelques tendances globales fondamentales, certaines bien connues de tous, d'autres plus discrètes et non moins importantes; et surtout à insister sur les ruptures de tendances qui sont révélatrices des libertés, imprévues mais essentielles : la première, celle de 1965, porte en germe toutes les suivantes. Ce qui m'amènera à m'interroger sur les oppositions morphologiques majeures : villes, campagnes et régions. Ensuite je m'attacherai aux grandes catégories sociales, classes, âges et sexes, qui obligent à regarder notre société avec un œil d'ethnologue ou d'historien qui prend de la distance à l'égard de son objet. Puis j'ausculterai quelques institutions majeures pour voir si, comme le suggère Michel Crozier, elles se transforment moins vite que les mœurs de ceux qui les font vivre. Et enfin je chausserai les lunettes de Jean-Daniel Reynaud pour proposer un jugement final sur nos conflits et leur régulation, le degré de consensus qu'elle suppose.

I. Tendances et ruptures

1968 est apparu à beaucoup comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Seul Pierre Viansson-Ponté avait eu le génie prémonitoire d'annoncer que la France s'ennuyait. Rétrospectivement, les économistes ont montré que les salaires avaient été dépassés par les prix six mois plus tôt, les démographes ont dit qu'ils avaient toujours averti que les enfants de l'après-guerre n'arriveraient pas en masse à l'âge adulte sans se manifester, et les sociologues qui avaient annoncé la fin des idéologies et la dépolitisation ont reconnu qu'ils s'étaient trompés. Or, une relecture plus attentive des

1. J'ai esquissé ailleurs un de ces visages possibles : *Voyage au pays de l'Utopie rustique, Le Paradou* : Éd. Actes-Sud.

courbes et des événements attire l'attention sur l'année 1965 : inflexions des indicateurs et innovations se multiplient.

Rétrospectivement, l'année 1965 apparaît comme la charnière décisive qui marque la première rupture dans le grand élan économique et démographique de l'après-guerre, première rupture qui attendra trois ans pour se manifester bruyamment sur la place publique avec les conséquences sociales et surtout culturelles que l'on sait. Les économistes situent en 1970 le point d'inflexion des cycles de Kondratief qui font passer d'une longue période d'expansion à une longue période de récession, et chacun sait que la crise économique débute en 1974, après l'augmentation du prix du pétrole en 1973 et d'autres matières premières, sans expliquer pour autant le pourquoi ni le comment de ce retournement de tendance.

Ce qui est vrai pour la France l'est, *mutatis mutandis*, de tous les pays occidentaux. 1965, 1968, 1970, 1974 : ce synchronisme des évolutions et des événements, à travers les énormes disparités nationales, pose un problème majeur à toutes les sciences sociales. Comment peut-il se faire qu'à quelques mois d'intervalle et dans tous les pays les gens procréent moins d'enfants et les entreprises dégagent moins de profit? Ce synchronisme rappelle à l'historien qu'au XVIII^e siècle la restriction des naissances s'est répandue au moment même où les famines cessaient d'être massives et mortelles. Quels sont les ressorts profonds et cachés qui assurent cette régulation globale de la société et qui s'imposent si radicalement aux individus au point de commander leur procréation? Tant que les sciences sociales resteront muettes en face de cette question, toute conjecture sur les évolutions en cours et à venir demeurera objet de controverse plus qu'argument de prospective.

La mutation profonde qu'a subie la France de 1948 à 1978 a été abondamment analysée. Il suffit de rappeler ici quelques grandeurs significatives connues de tous. La population globale a augmenté d'un quart, passant de 42 à près de 53 millions d'habitants, tant par le *boom* de la natalité que par l'accélération de l'immigration, phénomène déjà ancien puisque le pourcentage des immigrés retrouve en

1975 à peu près son niveau de 1930. L'allongement de la durée moyenne de vie équilibrant le surcroît des jeunes, en proportion la tranche des adultes s'est trouvée progressivement réduite. Entre 1946 et 1975, la population urbaine est passée de 53 % du total à 72 % dans les catégories statistiques de l'I.N.S.E.E. Le *boom* de la population et le *boom* de l'urbanisation sont sans doute les deux phénomènes les plus massifs des trente dernières années.

Toutefois si l'on retourne la perspective et que l'on regarde les choses du point de vue du territoire rural en changeant de seuil statistique, l'image est celle d'une remarquable stabilité biséculaire. Le seuil de 2 500 habitants était significatif au siècle dernier où la petite ville de cinq mille habitants était une véritable ville qui se différenciait sans équivoque des villages de paysans des environs. Aujourd'hui ce seuil n'a plus de sens. Les villageois résident dans leur village, mais toutes leurs activités sont centrées sur la petite ville qui est devenue « rurale » par opposition aux grandes villes « urbaines », j'y reviendrai plus loin. Il ne faut pas regarder la société d'aujourd'hui avec les lunettes du siècle dernier et la comptabiliser dans des catégories anachroniques. Un seuil de quinze mille habitants environ paraît aujourd'hui le plus significatif pour distinguer *urbs* et *rus* : certains proposent vingt mille, le Crédit agricole vient de se voir fixer douze mille comme plafond à son plein exercice. Si l'on prend ce seuil, la population rurale a augmenté en même temps que la population urbaine, moins vite il est vrai puisque le pourcentage de la population vivant dans des agglomérations de moins de 15 000 habitants est passé de 44 % en 1946 à 42 % en 1975. Par conséquent le trop fameux « désert français » n'existe pas et n'a jamais existé. Nous nous retrouverons à la fin du xx^e siècle avec quelque 22 millions de ruraux comme à la fin du xviii^e siècle, à peu de chose près, après la forte surpopulation rurale du xix^e siècle. Et le maillage du territoire en « pays » centrés sur des petites villes (les anciens chefs-lieux de baillage et d'arrondissement dans l'ancien découpage administratif) demeure presque partout inchangé pour l'essentiel.

Autrement dit l'urbanisation nouvelle a absorbé le surcroît de la population totale, sans vider l'ensemble du territoire qui, contrairement à ce qui a été trop dit, a résisté

très vivacement à cette crise de croissance urbaine et au mouvement d'exode agricole et massif qui a réduit la population des agriculteurs de près de six millions à deux millions. Les villages agricoles se sont dépeuplés mais en compensation les petites villes ont vu leur population augmenter un peu plus tardivement il est vrai; ce qui a permis aux observateurs superficiels de confondre exode agricole et exode rural, erreur grave d'appréciation qui a entraîné bien des erreurs dans la politique agricole et l'aménagement du territoire.

L'exode agricole massif a fait diminuer en trente ans la main-d'œuvre agricole de 25 % à 10 % de la population active totale, tandis que les cadres et professions libérales progressaient de 9 % à 20 %. C'est au milieu des années soixante que les emplois tertiaires « modernes » ont commencé à se multiplier beaucoup plus rapidement que les emplois industriels. Cette quasi-inversion des proportions entre agriculteurs et cadres est sans doute l'indicateur le plus révélateur du bouleversement complet qu'a connu la hiérarchie sociale française : plus personne ne peut écrire aujourd'hui comme entre les deux guerres que l'agriculture est la principale industrie française et que la paysannerie est la base la plus saine de la nation.

La production intérieure brute a été multipliée par cinq en volume entre 1946 et 1977. Vers le milieu des années soixante, elle a rattrapé la projection du rythme de croissance du début du siècle. Autrement dit, comme l'ont montré Carré, Dubois et Malinvaud, tout s'est passé comme s'il avait fallu vingt ans pour effacer les pertes et les manques à gagner de trente ans de guerre et de dépression économique.

Ce rattrapage, puis ce fabuleux enrichissement de la France, s'est répercuté sur le niveau de vie des Français, qui toutefois ne l'ont pas perçu dans toute son ampleur. Comme l'avait souligné Bertrand de Jouvenel dès 1965, en quinze ans la P.I.B. a été doublée mais les Français n'ont pas le sentiment que leur niveau de vie ait doublé en même temps. Et pourtant les répercussions sur leur mode de vie sont évidentes. Les dépenses alimentaires représentaient 42 % du budget d'un ménage moyen en 1950, elles n'en représentent plus que 22,6 % en 1976. Le parc automobile est

passé de six cent mille à dix millions. En 1946 l'eau courante était installée dans 37 % des logements, elle atteint aujourd'hui la quasi-totalité, aussi bien à la ville qu'à la campagne. L'équipement des ménages en appareils divers était pratiquement nul; aujourd'hui plus de 80 % des ménages disposent d'une auto, d'un réfrigérateur, d'une machine à laver, d'une salle de bains, d'une télévision, etc.

Sur la période trentenaire, la tendance est claire et bien connue. Toutes les courbes de consommation suivent une pente régulière et les accidents « conjoncturels » sont rapidement compensés. Mais derrière cette tendance longue, beaucoup de contributions font remonter à 1965 les premiers signes de divers renversements de tendances que 1968 devait faire apparaître aux yeux de tous, sur le plan social, et 1974 sur le plan économique. La plupart des observateurs s'accordent à juger que la crise pétrolière n'a été que le signe apparent du retournement de la tendance et que les indicateurs internes à l'économie occidentale avaient depuis longtemps attiré l'attention : stagflation, dérèglement du système financier international, etc. La comparaison des indices qui marquent une imperturbable continuité avec ceux qui trahissent une rupture n'a pas, semble-t-il, fait l'objet d'une analyse systématique; elle serait pourtant révélatrice. Mentionnons quelques-uns des principaux indices de rupture.

Certes le *baby-boom* de l'après-guerre devait avoir une fin, mais il est remarquable que le taux de natalité baisse pour la première fois en 1964 ou en 1965 dans tous les pays européens. En France, le taux net de reproduction avait atteint 137 % des femmes en 1964 et commençait la baisse régulière qui de 134 % en 1965 le conduisait à 90 % en 1975. Ainsi la proportion des jeunes de moins de vingt ans a augmenté de 29,5 % en 1946 à 34 % en 1966 pour décroître ensuite jusqu'à 31,3 % en 1977, tandis que la population adulte suivait un mouvement inverse et la population âgée (65 ans et plus) augmentait régulièrement de 11,1 % à 13,8 %. La conjonction de l'augmentation des jeunes, de la prolongation de la scolarité obligatoire et de la démocratisation de l'enseignement amena une augmentation des

HENRI MENDRAS

La sagesse et le désordre

FRANCE 1980

avec les contributions de

O. Benoît-Guilbot, Fr. Bourricaud,
S. Chalvon-Demersay, M. Crozier, Fr. Dupuy,
Fr. Goguel, P. Grémion, Fr.-A. Isambert, J. Lautman,
M. Maruani, G. Pavy, A. Percheron,
J. Pitt-Rivers, E. Reynaud, J.-D. Reynaud,
P. Saint-Macary, Fl. Terray, J.-Cl. Thoenig.

Une figure de la France résolument optimiste et dont les traits contrastent avec le portrait inquiétant ou chagrin qui en est fait ordinairement. N'irions-nous pas fatalement vers une société de plus en plus « programmée », vers des lendemains kafkaïens et bureaucratifiés ? Le pire ne serait-il donc pas si sûr ?

C'est ce que soutient l'équipe de sociologues réunie autour d'Henri Mendras. Elle analyse d'abord la population (classes, âges, sexes), examine ensuite les institutions classiques (Famille, Armée, Église), s'interroge sur la politique et l'administration pour formuler un diagnostic global sur la crise des régulations traditionnelles et la naissance d'un nouveau contrat social.

Chacun aura beau jeu de relever ici les lacunes du tableau : les risques de dérapage économique, la profondeur des affrontements idéologiques ou la permanence des poussées de l'irrationnel. Mais personne ne pourra négliger les données riches et précises de ce dossier de spécialistes, quitte, pour les uns, à n'y voir que les promesses de désordre, et pour les autres, les espérances de sagesse.

L'ADSSA (Association pour le développement des sciences sociales appliquées) a été fondée en 1972 pour resserrer les liens entre recherche, enseignement et pratique. Elle gère son programme en liaison avec la Fondation nationale des Sciences politiques.



9 782070 292639



Extrait de la publication

80-III A 29263 ISBN 2-07-029263-0